

# Lutter contre la suppression d'emplois pour rester au plus près du contribuable

■ Mardi de 13h30 à 16h, les contribuables étaient un peu sur les dents. A J-1 des dépôts de déclarations d'impôts, les syndicats (Solidaires, FODGFIP, CGT et CFDT) ont lancé une action de blocage au Centre des Impôts de Saint-Pol. Une action coup de poing mais gentille puisque les flux d'accès ont été régulés.

■ Du côté des revendications, les grévistes souhaitent, par ce mouvement, alerter le public des contre-effets néfastes des suppressions d'emplois au sein du Département.

Le mouvement n'a pas été très perturbateur. Juste une régulation de l'accueil pour montrer aux personnes présentes qu'en vue du personnel restreint, il n'est pas possible d'accueillir tout le monde.

«Plus de 200 emplois ont été supprimés depuis 2010, au rythme de 36 par an dans le département. C'est une déclinasse massive au niveau national», commente René Quidé de la CGT des Finances publiques.

**Une perte de 32 000 emplois depuis 2002**

Et pour les représentants syndicaux, Internet n'est pas l'unique justification. Les remontrances sont destinées à la départementalisation et la



Les grévistes n'ont pas refusé l'accès à l'Hôtel des Impôts mais simplement régulé l'accueil.

régionalisation qui éloignent les contribuables, particuliers ou professionnels, des interlocuteurs. «A l'heure actuelle, pour être reçu, l'attente s'étend de 1h à 1h30 voire 3h dans certains départements», poursuit Wilfried Glavieux, de Solidaires FP. «La couche populaire a besoin de nous, la fiscalité n'est pas simple. Quand on voit les documents destinés aux déclarations, on comprend tout».

**Des actions qui perdurent depuis le 20 mars**

Date de la première grève, menée par le DGFIP national où 43% de grévistes ont été recensés dans le Pas-de-Calais. Puis elle a été

suivie le 17 avril par un rassemblement de plus de 150 personnes devant la direction des Finances publiques d'Arras.

Depuis le 5 mai dernier, date d'ouverture de la campagne d'information sur les revenus, des actions de blocage se sont succédé dans tous les Hôtels de Impôts dont le dernier ce jour à Saint-Pol. «Le 15 mai, le mouvement a comptabilisé 43% de grévistes. Nous sommes le premier département de plus de 1 000 agents à avoir atteint un taux si important, la moyenne nationale étant de 26%», précise t-il.

Dans la foulée, le directeur, Alain Saison, les reçoit. «Il nous a expliqué que ces li-

cenciements n'étaient pas de son ressort. Tout en soulignant que notre grève était illégale. Nous avons précisé qu'on se mobilisait parce qu'il n'y avait pas de dialogue et que les conditions de travail se dégradent». Les grévistes n'en restent pas là et rencontrent Yvan Cordier, directeur de cabinet du Préfet. «Il a trouvé ce débat très constructif et s'inquiète de la dégradation du maillage territorial. Les conséquences en seraient ressenties non seulement par le public mais aussi au niveau de la gestion des comptes publics des collectivités locales», concluent-ils.

Ch. D.